

# Procès-verbal

## 248<sup>e</sup> réunion du Comité de direction

### 15 et 16 février 2019

### Ottawa (Ontario)

#### Sont présents :

James Compton, président (UWOFA), président d'assemblée  
 Brenda Austin-Smith, vice-présidente (UMFA)  
 Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)  
 Robin Vose, président sortant (FAUST)  
 John G. Kingma, représentant ordinaire (Québec) (SPUL)  
 Marc Schroeder, représentant ordinaire (Général) (MRFA)  
 Kelly Meckling, représentante ordinaire (Général) (UGFA)  
 Peter McInnis, président, Comité de la liberté académique  
 et de la permanence de l'emploi (ST.FXAUT)  
 Sarika Bose, présidente, Comité du personnel académique contractuel (UBCFA)  
 Tim Ribaric, président, Comité des bibliothécaires et des archivistes (BUFA)  
 Pat Armstrong, coprésidente, Comité de l'équité (YUFA)  
 Blanca Navarro Pardiñas, représentante ordinaire (Francophone) (APPUMCE)

David Robinson, directeur général  
 Chantal Vallerand, directrice des opérations  
 Pam Foster, directrice de la recherche et de l'action politique  
 Valérie Dufour, directrice des communications  
 Margaret McGovern-Potié, adjointe exécutive au directeur général

#### N'ont pu assister :

David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)  
 Momin Rahman, coprésident, Comité de l'équité (TUFA)  
 Terri Van Steinburg, présidente, Comité de la négociation collective  
 et des avantages économiques (KWANTLEN-FPSE)

## **Allocution d'ouverture et reconnaissance du territoire**

*Le président souhaite la bienvenue aux membres et reconnaît que la réunion se tient sur le territoire non cédé du peuple algonquin.*

### **01. Adoption de l'ordre du jour**

**MECKLING/MCINNIS : QUE** l'ordre du jour soit adopté avec l'ajout d'un nouveau point 12. (a)(vi) sous *Participation à des réunions et conférences* : Assemblée du Conseil de la FQPPU, 8 février (Montréal).

**ADOPTÉE**

### **02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction**

- a. Réunion des 20 et 21 novembre 2018

**VOSE/ARMSTRONG : QUE** le procès-verbal de la réunion susmentionnée soit approuvé.

**ADOPTÉE**

### **03. Suivi des réunions précédentes**

- a. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste des mesures à prendre est passée en revue.

### **04. Rapport du président**

Le président rend compte des réunions auxquelles il a pris part depuis la réunion du Comité de direction des 20 et 21 novembre 2018. L'ACPPU a assuré des services d'interprétation simultanée lors du Forum pour les agents de griefs principaux. Cette initiative, dont elle a tirées certaines leçons, a mieux porté ses fruits lors du Forum pour les présidents tenu en janvier où l'on a relevé une augmentation des interventions en français au microphone. Ce dernier forum a connu une forte participation; les discussions ont été productives et enrichies par les échanges des présidents et par les expériences des diverses associations de personnel académique concernant des questions comme la gouvernance et les évaluations faites par les étudiants.

Le président a assisté également à la réunion de l'OCUFA de laquelle il ressort que le « rapprochement » avec cette association provinciale est bénéfique pour l'ACPPU du fait qu'un grand nombre de nos membres se trouvent en Ontario, ce qui a pour conséquence de favoriser les échanges d'informations entre les deux associations.

### **05. Rapport du directeur général**

Le directeur général indique que l'ACPPU est en bonne santé financière. Il fait état de plusieurs affaires d'atteinte à la liberté académique auxquelles nous devons porter notre attention. Il souligne l'importance des élections fédérales prévues en octobre. Deux événements d'importance à venir – la Conférence de la Fondation Harry-Crowe et le Forum pour les négociateurs en chef – ouvriront la voie à des discussions sur la liberté d'expression et le cadre actuel des négociations collectives. La Conférence des bibliothécaires et des archivistes se tiendra à l'automne.

Le directeur général mentionne également qu'il a tenu une réunion avec le personnel pour discuter du paysage politique, de la diversité croissante de nos membres et de la responsabilité de maintenir notre pertinence pour nos différents mandats.

## 06. Action politique

### a. Relations gouvernementales

P. Foster, directrice de la recherche et de l'action politique, rend compte des actions de sensibilisation politique menées depuis la dernière réunion du Comité de direction les 20 et 21 novembre. Ces actions comprennent entre autres la tenue de réunions avec des conseillers en politiques du Parti libéral et du NPD; des discussions de suivi avec le cabinet de la ministre des Sciences concernant l'annonce de décembre relative aux Centres d'excellence nationaux, le nouveau Conseil des sciences et de l'innovation, et le nouveau programme Athena Swan; la tenue de réunions avec des représentants du gouvernement au sujet du programme Athena Swan, de l'Examen horizontal des compétences et du SPEUC.

#### i. Conseil des sciences et de l'innovation

P. Foster indique que la création du nouveau Conseil des sciences et de l'innovation sera annoncée sous peu et que l'ACPPU en suivra la composition et le mandat pour s'assurer qu'il fera une place importante à la science fondamentale.

### b. Campagnes

#### i. Gouvernance

P. Foster mentionne que l'ACPPU a ouvert des discussions avec des associations membres en vue d'organiser des campagnes locales sur la gouvernance. Ottawa, Regina, Dalhousie, Windsor, Memorial et Sudbury ont déclaré être intéressés à mener une campagne ciblée avec l'aide de l'ACPPU. Le nouvel atelier sur la mobilisation des membres a été dispensé à Ottawa et Regina, et on projette de présenter l'atelier à Memorial et Windsor pour appuyer l'élaboration des campagnes sur la gouvernance.

#### ii. Équité d'emploi

##### A. Journée d'action dans les médias sociaux du 11 février

P. Foster signale que l'ACPPU a tenu le 11 février une journée d'action dans les médias sociaux de concert avec l'OCUFA. Les messages publiés par l'ACPPU faisaient fond sur les données qualitatives du rapport sur le personnel académique contractuel. Nous avons demandé aux membres de nous faire part de leurs expériences et nous avons reçu une dizaine de réponses. Cette année, nous mettrons l'accent sur les expériences des membres tout au long de la Semaine de l'équité d'emploi. Certains membres du Comité de direction sont d'avis que nous devrions nous employer à faire comprendre l'impact de la précarité d'emploi sur la qualité de l'éducation et le fait que ce problème est endémique à l'heure actuelle dans le milieu académique. Nous devons changer la vision du public sur les effets de la précarité sur le personnel et les étudiants dans le secteur postsecondaire.

B. Consultation sur l'équité des salaires

P. Foster indique qu'en décembre 2018 l'ACPPU a présenté un mémoire au Programme du travail, d'Emploi et Développement social Canada dans le cadre de ses consultations sur une politique moderne sur les justes salaires. L'ACPPU a participé à ce processus afin d'encourager l'excellence des normes d'emploi.

iii. Utilisation équitable du droit d'auteur

A. Semaine pour un droit d'auteur équitable, 26 février-2 mars

P. Foster indique que la Semaine pour un droit d'auteur équitable, qui se déroulera du 26 février au 2 mars, a pour but de sensibiliser davantage la population à l'importance de l'utilisation équitable et des droits des utilisateurs. L'ACPPU lance des initiatives en ligne pour inciter ses membres à s'engager et enrichir sa liste de militants disposés à travailler dans ce dossier particulier. Nous aidons également les associations membres dans la réalisation de leurs actions hors ligne, entre autres organiser des événements spéciaux à McMaster et Simon-Fraser. Le Comité de direction discute du défi que constitue la mobilisation des membres et de la nécessité de mettre en lumière, dans un langage simple, le lien entre l'importance du droit d'auteur et la qualité de l'enseignement, de l'apprentissage et de la recherche et le coût des ressources consacrées à ces activités.

B. Mémoires soumis à des comités parlementaires

1. Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie  
(Examen prévu par la loi de la *Loi sur le droit d'auteur*)

En décembre, l'ACPPU a présenté un supplément à son mémoire adressé au Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie, dans le cadre de l'Examen prévu par la loi de la *Loi sur le droit d'auteur*, afin d'ajouter des commentaires sur les changements résultant de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique.

2. Patrimoine (Modèles de rémunération pour les artistes et les créateurs)

P. Foster indique que l'ACPPU a présenté au Comité permanent du patrimoine, en décembre 2018, un mémoire sur les modèles de rémunération pour les artistes et les créateurs. Une copie du mémoire est incluse dans le dossier de réunion.

iv. Élections fédérales de 2019

P. Foster rend compte des prévisions des sondages selon lesquels la course aux prochaines élections fédérales semble se jouer entre les libéraux et les conservateurs et que ces derniers sont en train de combler l'écart, même si les libéraux restent en tête. L'ACPPU demande au gouvernement d'élaborer et de financer une stratégie nationale en matière d'éducation postsecondaire, de mettre en œuvre dans son intégralité le rapport Naylor et d'investir dans l'éducation des Autochtones. Notre campagne numérique en vue des élections fédérales sera axée sur la recherche, l'équité, la précarisation et l'abordabilité. Notre objectif est

d'identifier les membres et les alliés disposés à mener des actions en ligne et sur le terrain sur chacun de ces enjeux particuliers.

c. Équité

i. Chaires de recherche du Canada

P. Foster passe en revue les changements que le gouvernement libéral a apportés au programme au cours des deux dernières années. En novembre, l'ACPPU est parvenue à une entente de principe après avoir engagé une procédure de médiation. L'entente toujours en cours de négociation devrait néanmoins mener vers de nouveaux gains importants assurant l'équité dans le programme.

ii. Programme Athena SWAN

P. Foster fait part du lancement fait par la ministre Duncan de la version canadienne de la charte Athena SWAN du Royaume-Uni pour le secteur postsecondaire. L'un des soucis majeurs est le fait que ce programme pourrait transférer la charge de travail aux membres du corps professoral, surtout les membres des groupes d'équité. Des consultations se poursuivront au cours des deux prochains mois sur le projet de version canadienne de la charte Athena SWAN.

iii. Comité consultatif de Condition féminine Canada sur le Cadre pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe dans les établissements d'enseignement postsecondaires

La vice-présidente, B. Austin-Smith, rend compte de sa participation, à la mi-janvier, aux travaux du Comité consultatif de Condition féminine Canada sur le Cadre pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe dans les établissements d'enseignement postsecondaires. Ce vaste comité doté d'une expertise en la matière a pour mandat d'aider le gouvernement à élaborer un cadre d'action. Des questions se posent sur le rôle du gouvernement fédéral dans la décision d'imposer l'adoption du cadre d'action et sur la définition des conditions possibles applicables, ainsi que sur les pratiques exemplaires que le cadre d'action est susceptible de recommander pour lutter contre la violence sexospécifique. Brenda continuera de faire connaître au comité consultatif les points de vue et les expériences de l'ACPPU.

iv. Consultations sur les modifications proposées au Règlement sur l'équité en matière d'emploi

P. Foster signale que le gouvernement fédéral mène actuellement des consultations sur les modifications proposées au Règlement sur l'équité en matière d'emploi établi en application de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*. Une copie du questionnaire du sondage sur les modifications proposées est incluse dans le dossier de réunion. L'objectif est d'ajouter la transparence salariale aux exigences de déclaration.

## d. Libertés civiles

## i. Groupe de travail sur le droit de grève

P. Foster rend compte d'une récente réunion convoquée par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes où se sont rassemblés des affiliés du CTC pour discuter de l'impact de la loi forçant le retour au travail sur le droit à la négociation libre et équitable. Les participants à la réunion ont examiné des moyens de s'opposer au recours à une loi de retour au travail et d'étendre le droit de grève à des points qui ne sont pas visés par la convention collective. Les prochaines étapes consisteront à mettre en commun l'information sur les actions en justice possibles et les moyens de sensibiliser davantage les travailleurs à leurs droits.

## e. Affaires internationales

## i. Partenariats de solidarité

## A. Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires (PFUUPE)

Le directeur général présente une demande d'aide financière de la PFUUPE pour l'organisation d'une conférence sur l'orientation future de l'éducation supérieure dans les territoires de la Palestine. Le budget prévu pour la conférence et un projet de programme sont inclus dans le dossier de réunion.

**VOSE/MECKLING : QUE** le Comité de direction recommande que l'ACPPU verse 20 000 \$ à la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires (PFUUPE) pour l'organisation d'une conférence sur l'orientation future de l'éducation supérieure dans les territoires de la Palestine.

**ADOPTÉE**

## B. Association des professeures et professeurs d'université du Ghana (UTAG)

Le directeur général rend compte d'un projet provisoire de séminaire sur la liberté académique au Ghana.

## C. Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe (COLAZ)

Le directeur général fait part des discussions qu'il a eues avec l'Internationale de l'Éducation et l'Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe (COLAZ) sur la tenue d'une réunion entre la COLAZ et les associations de personnel académique des universités du Zimbabwe. La rencontre aurait pour but d'étudier la possibilité de créer un syndicat national représentant le personnel des collèges et des universités.

## D. Proposition de projet avec CONADU-IEC

Le directeur général indique que le Comité de direction a étudié en novembre 2018 une demande de financement que lui avait soumise un consortium de syndicats de l'enseignement supérieur en Amérique latine en vue d'organiser

une conférence sur l'enseignement supérieur. Le consortium a finalement obtenu des fonds d'autres sources.

E. Pakistan

Le directeur général indique qu'il a reçu plusieurs déclarations d'intérêt de la part de bénévoles se disant prêts à contribuer à la mise en place d'un programme de perfectionnement professionnel du personnel académique au Pakistan. Il travaille actuellement avec la Commission de l'enseignement supérieur du Pakistan à la mise au point des derniers détails.

ii. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

iii. Organisation internationale du Travail (ILO)

Le directeur général fait état des recommandations issues des réunions du comité consultatif de l'Organisation internationale du Travail (ILO) qui se sont tenues en janvier. Une note sur ce sujet est incluse dans le dossier de réunion.

iv. Internationale de l'Éducation

Le directeur général rend compte d'un projet d'amendement constitutionnel qui propose la création, au sein du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation, d'un siège dédié à l'enseignement postsecondaire et supérieur et à la recherche. Une copie du projet d'amendement constitutionnel est incluse dans le dossier de réunion.

v. Appels et campagnes

A. Lettre de solidarité envers le STTP

P. Foster mentionne que, suivant la recommandation adoptée à l'assemblée du Conseil en novembre, l'ACPPU a adressé une lettre au premier ministre pour condamner le recours à une loi de retour au travail pour mettre fin aux négociations entre Postes Canada et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP).

B. Mohammed Harkat

P. Foster mentionne que l'ACPPU a adressé, le 28 novembre, une lettre au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile pour demander l'intervention du gouvernement fédéral dans le cas d'expulsion de Mohamed Harkat.

C. Déclaration sur la stérilisation forcée des femmes autochtones

P. Foster mentionne que l'ACPPU a souscrit à un appel à l'action demandant au gouvernement du Canada de traiter la question de la stérilisation forcée et sous la contrainte des femmes autochtones au Canada. Une copie de l'appel à l'action est incluse dans le dossier de réunion.

D. Philippines (Alliance of Concerned Teachers)

P. Foster mentionne que l'ACPPU a adressé une lettre au président de la République des Philippines pour dénoncer les menaces de mort reçues par le secrétaire général de l'Alliance of Concerned Teachers (ACT), ainsi que le harcèlement illégal des membres de l'ACT par les autorités philippines. L'ACPPU continuera de suivre la situation de près.

f. Retraite obligatoire (Ontario)

Le président rend compte des consultations que mène actuellement en Ontario le ministère de la Formation et des Collèges et Universités sur les questions du renouvellement des employés et de la retraite obligatoire. L'ACPPU ne participe pas directement à ces consultations, mais, étant donné que les questions soulevées auront vraisemblablement des répercussions nationales, il est recommandé que le personnel de l'ACPPU rédige une note de synthèse qui dissipe les mythes entourant l'incidence de l'élimination de la retraite obligatoire.

## 07. Affaires relatives aux membres

a. Consultations auprès des membres

V. Dufour, directrice des communications, rend compte des consultations tenues avec les associations membres francophones à Ottawa, Sudbury, Pointe-de-l'Église et Moncton, et passe en revue certaines recommandations issues de ces consultations. Un rapport est inclus dans le dossier de réunion.

b. St. Francis Xavier (Institut Coady)

Le directeur général souligne que l'Institut international Coady (Université St. Francis Xavier) a invoqué des raisons financières pour justifier un nombre important de mises à pied. L'ACPPU a écrit à l'administration pour lui faire part de ses préoccupations concernant les risques d'atteinte à la liberté académique des membres qui se montrent critiques envers la direction ou les risques de représailles contre eux.

c. Université de Montréal

Le directeur général rend compte de l'état d'avancement des négociations entre le Syndicat général des professeures et professeurs de l'Université de Montréal et l'établissement.

d. Prix de l'ACPPU

Le directeur général mentionne qu'il faudrait peut-être revoir les modalités d'attribution des prix de l'ACPPU à la lumière d'une question récente sur la possibilité de reconnaître les contributions d'un groupe. Des recommandations à ce sujet seront présentées à la séance de réflexion du Comité de direction en juin. La coprésidente du Comité de l'équité ajoutera ce point à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

## 08. Rapports des comités et des groupes de travail

### a. Rapports des comités permanents

#### i. Liberté académique et permanence de l'emploi

P. McInnis, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte des travaux du comité. Il mentionne que le rapport Potter (Université McGill) a été publié à la fin de novembre. Le comité travaille actuellement à la préparation de sa réunion de mars. Parmi les points à examiner à l'ordre du jour figureront l'enquête spéciale sur l'affaire Derek Pyne (Thompson Rivers) et la liberté académique au regard des médias sociaux.

#### ii. Négociation collective et avantages économiques

En l'absence de la présidente du Comité de la négociation collective et des avantages économiques, T. Van Steinburg, aucun rapport n'est présenté. Le directeur général indique que le comité tiendra sa prochaine réunion ordinaire le 28 mars avant le Forum pour les négociateurs en chef (29 et 30 mars).

#### iii. Personnel académique contractuel

S. Bose, présidente du Comité du personnel académique contractuel, rend compte des travaux du comité. Le comité a tenu des conférences téléphoniques environ toutes les six semaines. Il travaille actuellement à la préparation de sa réunion de mars où il souhaitera discuter, parmi les principaux sujets d'actualité, la santé mentale en milieu de travail.

Elle fait savoir que le Congrès des sciences humaines organisé par l'UBC se tiendra du 1<sup>er</sup> au 7 juin. Parmi les événements de ce congrès, S. Bose participera, le 4 juin, à un panel sur la liberté académique lors d'un symposium sur des enjeux concernant le personnel académique contractuel.

#### iv. Équité

P. Armstrong, coprésidente du Comité de l'équité, rend compte des travaux du comité. Elle fait le point sur l'élaboration d'une trousse didactique sur l'équité qui devrait être lancée à l'assemblée du Conseil de novembre 2019. Le comité en est aux premières phases de la planification de la Conférence sur l'équité prévue pour les 20 et 21 février 2020.

#### v. Bibliothécaires et archivistes

T. Ribaric, président du Comité des bibliothécaires et des archivistes, rend compte des travaux du comité. Le comité a tenu une téléconférence en décembre. Il travaille à la rédaction de deux énoncés de principes conjointement avec le Comité des francophones. Il a proposé des modifications à l'énoncé de principes sur la liberté académique, les communications électroniques et les médias sociaux, dont l'examen est prévu plus tard à l'ordre du jour de la présente réunion. Le comité travaille également à la planification de la Conférence des bibliothécaires et des archivistes qui se tiendra les 25 et 26 octobre 2019. Une copie du numéro de *L'Actualité en négociation – Négocier la parité pour les bibliothécaires et les archivistes*, publié en décembre, est incluse dans le dossier de réunion.

A. Document de discussion sur les ressources éducatives libres (REL)

T. Ribaric fait état du projet de document de discussion sur les ressources éducatives libres qui est inclus dans le dossier de réunion. Il est à espérer que la version définitive du document sera présentée à la réunion de mars et publiée sur le site web de l'ACPPU.

b. Rapports des comités du Comité de direction

i. Francophones

B. Navarro Pardiñas, présidente du Comité des francophones, rend compte des travaux du comité. Elle souligne que 2019 marquera le 50<sup>e</sup> anniversaire de la *Loi sur les langues officielles* et que le comité a établi une proposition visant à organiser dans le cadre de l'assemblée du Conseil une table ronde sur la question des droits linguistiques. Le comité a soumis une liste d'orateurs et d'intervenants francophones qui pourraient être invités lors des assemblées et événements futurs du Conseil. Le comité travaille également à la rédaction de deux énoncés de principes de concert avec le Comité des bibliothécaires et des archivistes. La réunion de mars sera tenue conjointement avec le Comité de l'équité.

Une copie de la lettre de réponse adressée par le premier ministre Ford à l'ACPPU au sujet de l'annulation de la nouvelle université francophone en Ontario est incluse dans le dossier de réunion.

A. Nomination d'un nouveau membre au Comité des francophones

**NAVARRO PARDIÑAS/SANGARÉ : QU'**Andi Céline Martin de l'Université de Regina soit nommée membre du Comité des francophones de l'ACPPU.

**ADOPTÉE**

ii. Personnel enseignant clinicien

Le Comité du personnel enseignant clinicien tiendra sa prochaine réunion ordinaire en août. La date sera annoncée prochainement.

vi. Comité du personnel académique des collèges et des instituts

Le directeur général indique que le Comité de direction a approuvé, en novembre, la création, sous sa supervision, d'un comité du personnel académique des collèges et des instituts qui sera chargé de le conseiller sur des questions relatives au personnel académique travaillant dans les collèges et les instituts.

**SCHROEDER/VOSE : QUE** RM Kennedy (CAAT-A, SEFPO), Martin Devitt (CAAT-A, SEFPO), Anna Beukes (ACIFA), Ken Heather (ACIFA), Peter Fenrich (BCITFSA), Leslie Molnar (FPSE) et Shirley Ackland (FPSE) soient nommés membres du Comité du personnel académique des collèges et des instituts.

**ADOPTÉE**

## a. Rapports des groupes de travail

## i. Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

Le représentant ordinaire (Autochtone), D. Newhouse, n'est pas présent à la réunion. Le directeur général mentionne que le groupe de travail s'est réuni avant la Conférence du personnel académique autochtone qui s'est tenue en octobre. Le groupe procède actuellement à la mise à jour de *l'Actualité en négociation – La négociation de l'inclusion des membres autochtones du personnel académique*.

## ii. Groupe de travail sur la gouvernance

M. Schroeder, représentant ordinaire (Général) et président du Groupe de travail de l'ACPPU sur la gouvernance, fait le point sur les activités du groupe depuis la réunion de novembre du Comité de direction. Le groupe a jusqu'ici examiné une énorme quantité de documents de référence relatifs à la gouvernance des universités et a entrepris l'élaboration d'un cadre de gestion des questions de gouvernance. M. Schroeder a passé en revue le plan de travail du groupe pour les prochains mois. Une copie d'un exposé sur la gouvernance des universités présenté en janvier au Forum pour les présidents est incluse dans le dossier de réunion.

**09. Questions d'organisation**a. **POINT À HEURE FIXE (Vendredi 15 février, 13 h 30)****Questions financières**

## i. Rapport financier : trimestre clos le 31 décembre 2018

Y. Sangaré, trésorier, présente les résultats financiers du trimestre clos le 31 décembre 2018.

## ii. Demandes de dégagement

C. Vallerand passe en revue les demandes de dégagement qu'elle a reçues jusqu'à présent.

## iii. Projet de budget 2019-2020

**ARMSTRONG/AUSTIN-SMITH : QUE** le Comité de direction recommande au Conseil d'adopter le projet de budget 2019-2020 en l'état.

**ADOPTÉE**

## b. Demandes d'aide financière

## i. Un Enfant Une Place

Le directeur général présente une demande d'aide financière reçue d'Un Enfant Une Place.

**NAVARRO PARDIÑAS/SANGARÉ : QUE** le Comité de direction recommande que l'ACPPU fasse un don de 5 000 \$ à Un Enfant Une Place.

**ADOPTÉE**

- ii. Aide financière supplémentaire aux délégués du 8<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE)

Le directeur général présente une demande de contribution de l'Internationale de l'Éducation qui serait versée au fonds de solidarité en vue d'aider les délégués du 8<sup>e</sup> Congrès mondial de l'IE.

**MECKLING/BOSE : QUE** le Comité de direction recommande que l'ACPPU verse une contribution équivalant à 2 750 € au fonds de solidarité en vue d'aider les délégués du 8<sup>e</sup> Congrès mondial de l'IE.

**ADOPTÉE**

- iii. Commandite d'un film sur la précarité d'emploi

Le Comité de direction étudie une demande de Gerry Potter sollicitant l'aide de l'ACPPU pour financer la production d'un long métrage documentaire sur le personnel académique contractuel, intitulé *In Search of Professor Precarious*.

- c. Rapport du directeur général sur la liberté académique

- i. Sujets de préoccupation

- A. Exigences ontariennes relatives à la liberté d'expression

Le directeur général signale que les nouvelles directives du gouvernement de l'Ontario exigeant que les universités et les collèges de la province adoptent une politique en matière de liberté d'expression sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. Il met en exergue plusieurs exemples de politiques adoptées par des établissements de la province et incluses dans le dossier de réunion.

- ii. Enquêtes

- A. Potter (McGill)

Le directeur général fait le point sur l'enquête concernant Andrew Potter. Il indique que le Comité d'enquête spécial sur cette affaire a publié son rapport en novembre dernier. Depuis lors nous n'avons reçu aucune réponse de l'administration de McGill. La correspondance échangée entre l'ACPPU et l'APBM est incluse dans le dossier de réunion, de même qu'une copie du rapport du Comité d'enquête spécial de l'ACPPU.

- B. Mehta (Acadia)

**SCHROEDER/MCINNIS : QUE** la séance se poursuive à huis clos.

**ADOPTÉE**

**MCINNIS/KINGMA : QUE** la séance reprenne son cours normal.

**ADOPTÉE**

- C. Pyne (Thompson Rivers)

Le directeur général fait le point sur l'enquête concernant Derek Pyne (Thompson Rivers). Le professeur Pyne a été réintégré dans ses fonctions.

L'ACPPU a chargé un comité spécial d'enquêter sur cette affaire. Le comité commencera à mener des entrevues sur place le mois prochain.

iv. Dossiers

A. Persinger (Laurentienne)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Persinger (Laurentienne). Il mentionne que la motion visant à mettre fin à l'audience est reportée au 30 octobre 2019.

B. Collège Durham

Le directeur général fait état des préoccupations que suscite la politique révisée du Collège Durham sur la participation à des élections communautaires et à des activités politiques. L'association du personnel académique a déposé un grief et le collège a retiré de la politique les éléments contestés.

C. Université du Nouveau-Brunswick

Le directeur général rend compte d'un cas possible d'atteinte à la liberté académique d'un professeur de génie de l'Université du Nouveau-Brunswick. Selon lui, la liberté académique en l'occurrence n'est pas en jeu.

D. Université de Victoria

Le directeur général rend compte du dossier Pan à l'Université de Victoria. Le professeur Pan a demandé à l'ACPPU de prendre en charge son cas concernant des allégations d'atteinte à sa liberté académique. Après avoir consulté le président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, le directeur général a conclu qu'il n'existait aucune preuve validant une atteinte à la liberté académique. Le professeur Pan a fait appel de cette décision conformément au mandat du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi. Tel que précisé dans le mandat, le Comité des appels sera présidé par le président sortant, R. Vose, et sera formé d'un membre choisi par le Comité de direction et d'un membre du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi.

**SCHROEDER/ARMSTRONG : QUE** le Comité de direction nomme la représentante ordinaire K. Meckling au comité des appels dans l'affaire du professeur Pan.

**ADOPTÉE**

E. Collège universitaire Renison

Le directeur général rend compte d'un dossier concernant le non-renouvellement d'un contrat au Collège universitaire Renison, soi-disant en guise de représailles contre une critique à l'égard d'un membre du conseil.

F. Université Brock

Le directeur général rend compte d'une plainte relative au respect en milieu de travail à l'Université Brock.

## G. Institut de technologie du nord de l'Alberta

Le directeur général rend compte d'une mesure disciplinaire prise à l'Institut de technologie du nord de l'Alberta à la suite d'allégations de violation de la politique de respect en milieu de travail de l'établissement.

## H. Wilfrid-Laurier

Le directeur général fait le point sur l'affaire Lindsay Shepherd à l'Université Wilfrid-Laurier.

## I. Moncton

Le directeur général rend compte d'un dossier concernant une nouvelle politique sur les médias à l'Université de Moncton.

## d. Rapport sur les litiges

Le directeur général fait le point sur les affaires que l'ACPPU suit. Une copie du *Bulletin juridique : Traitement des demandes de renseignements personnels médicaux des membres*, publié en janvier 2019, est incluse dans le dossier de réunion.

## i. Université du nord de la Colombie-Britannique(UNBC)

Le directeur général indique que l'ACPPU assure la représentation juridique dans une affaire concernant plusieurs suspensions à l'UNBC. Quatre des cinq griefs ont été réglés. L'audience du dernier grief est prévue pour avril.

ii. *Access Copyright c. Université York*

Le directeur général fait le point sur la cause *Access Copyright c. Université York*. Les audiences sont prévues pour les 5 et 6 mars. L'ACPPU, conjointement avec la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, agit comme partie intervenante dans cette instance.

## iii. Décisions arbitrales

Le directeur général rend compte de certaines décisions arbitrales présentant un intérêt particulier pour le secteur de l'éducation postsecondaire.

## e. Rapport sur la négociation collective

Le rapport sur la négociation collective est inclus dans le dossier de réunion. Le directeur général attire l'attention sur certaines situations de négociation difficiles actuelles.

## f. Rapport sur la formation

Un atelier de formation pour les animateurs de l'atelier sur la négociation collective sera dispensé en mars parallèlement au forum pour les négociateurs en chef. Les préparatifs sont également en marche en vue d'un programme de formation des formateurs qui dispenseront l'atelier sur les communications et l'atelier sur la mobilisation des membres. Le rapport sur les activités de formation offertes par l'ACPPU est inclus dans le dossier de réunion.

## g. Rapport sur la santé et la sécurité au travail

Le rapport sur les activités de l'ACPPU dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail est inclus dans le dossier de réunion.

## h. Rapport sur la syndicalisation

Le directeur général fait rapport sur les activités de syndicalisation en cours.

## i. Rapport sur les communications

La directrice des communications rend compte des campagnes de l'ACPPU. Elle signale qu'un nouveau site web dédié à la campagne sur la gouvernance a été lancé et qu'un site web dédié à la campagne électorale est en cours d'achèvement. Le service des communications de l'ACPPU a de plus organisé une campagne de solidarité en soutien au FUNSCAD au moyen d'une nouvelle application appelée New/Mode.

## j. Publications

i. Rapport du comité de rédaction du *Bulletin*

Le comité de rédaction du *Bulletin* ne s'étant pas réuni, aucun rapport n'est présenté.

## ii. Monographies de l'ACPPU

La vice-présidente B. Austin-Smith signale que le site à libre accès est en cours d'aménagement. Des discussions sont en cours avec l'éditeur de la série de monographies de l'ACPPU, Lorimer, au sujet de l'intégration possible de ces monographies au site à libre accès et des conséquences financières d'une telle mesure. Il est envisagé de créer un comité de rédaction chargé de superviser le projet.

## k. Nouveaux membres associés

La liste des nouveaux membres associés est incluse dans le dossier de réunion.

## l. Composition des comités permanents

**Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi**

**ARMSTRONG/SANGARÉ : QU'**il soit recommandé au Conseil de ratifier la liste des nouveaux membres désignés en vue de pourvoir aux sièges vacants au Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi.

**ADOPTÉE**

**Comité de la négociation collective et des avantages économiques**

Le représentant ordinaire (Québec), J. Kingma, s'abstient de participer à la discussion.

**SCHROEDER/BOSE : QU'**il soit recommandé au Conseil de ratifier la liste des nouveaux membres désignés en vue de pourvoir aux sièges vacants au Comité de la négociation collective et des avantages économiques.

**ADOPTÉE**

### **Comité de l'équité**

La représentante ordinaire (Général), K. Meckling, s'abstient de participer à la discussion.

**SANGARÉ/MCINNIS : QU'**il soit recommandé au Conseil de ratifier la liste des nouveaux membres désignés en vue de pourvoir aux sièges vacants au Comité de l'équité.

**ADOPTÉE**

### **Comité des bibliothécaires et des archivistes**

**RIBARIC/KINGMA : QU'**il soit recommandé au Conseil de ratifier la liste des nouveaux membres désignés en vue de pourvoir aux sièges vacants au Comité des bibliothécaires et des archivistes.

**ADOPTÉE**

### **Comité du personnel académique contractuel**

**BOSE/KINGMA : QU'**il soit recommandé au Conseil de ratifier la liste des nouveaux membres désignés en vue de pourvoir aux sièges vacants au Comité du personnel académique contractuel.

**ADOPTÉE**

m. Prix Bernice-Schrank

Le président sortant, R. Vose, s'abstient de participer à la discussion.

**MECKLING/KINGMA : QUE** le Comité de direction recommande au Conseil de décerner le Prix Bernice-Schrank à Linda St. Pierre de l'Université Laurentienne.

**ADOPTÉE**

## **10. Politiques de l'ACPPU**

a. Énoncés de principes

i. Droit à un milieu de travail exempt de harcèlement (examiné par le service juridique)

**MCINNIS/BOSE : QUE** l'énoncé de principes révisé sur le droit à un milieu de travail exempt de harcèlement soit approuvé et transmis pour examen au Conseil.

### **MODIFICATION**

**AUSTIN-SMITH/BOSE : QUE** la première phrase de la clause 2 se lise comme suit : « [...] humilier une ou des personnes en milieu de travail [...] ».

**ADOPTÉE**

**MODIFICATION**

**AUSTIN-SMITH/BOSE : QUE** la première phrase de la clause 2 soit modifiée comme suit : « tout acte, comportement ou propos qui pourrait vraisemblablement offenser ou humilier un employé ou lui causer des préjudices physiques ou psychologiques. »

**ADOPTÉE****MODIFICATION**

**MECKLING/ARMSTRONG : QUE** la première phrase de la clause 2 soit modifiée comme suit : « humilier **une ou des personnes en milieu de travail** ».

**ADOPTÉE**

La motion principale est mise aux voix avec les modifications et est adoptée.

**ADOPTÉE**

- ii. Confidentialité dans le processus de règlement des griefs (examiné par le service juridique)

**SANGARÉ/VOSE : QUE** le Comité de direction recommande que l'énoncé de principes révisé sur la confidentialité dans le processus de règlement des griefs soit renvoyé au service juridique de l'ACPPU pour un examen plus poussé.

**ADOPTÉE**

- iii. Santé mentale (examiné par le service juridique)

Le directeur général indique qu'il a soumis l'énoncé de principes sur la santé mentale à l'examen du service juridique de l'ACPPU.

- iv. Liberté académique, communications électroniques et médias sociaux (Bibliothécaires et archivistes)

**RIBARIC/MCINNIS : QUE** l'énoncé de principes révisé sur la liberté académique, les communications électroniques et les médias sociaux soit approuvé et transmis pour examen au Conseil.

**MODIFICATION**

**SCHROEDER/AUSTIN-SMITH : QUE** le nouveau paragraphe 7 soit révisé comme suit : « [...] L'utilisation des forums électroniques et des médias sociaux pour mener des travaux de recherche ne devrait faire l'objet d'aucune restriction d'accès à des sources d'information qui serait attribuable au filtrage Web **ou à d'autres moyens**. »

**ADOPTÉE**

La motion principale est mise aux voix avec la modification et est adoptée.

**ADOPTÉE**

- b. Clauses modèles

Une discussion a lieu sur la nécessité de soumettre les clauses modèles aux débats du Conseil. Il est recommandé de porter ce point à l'ordre du jour de la prochaine assemblée du Conseil.

-----  
**16 février, 11 h 15**

**VOSE/RIBARIC: QUE** la réunion du Comité de direction soit suspendue pour faire place à l'assemblée du Fonds de la liberté académique.

**ADOPTÉE**

**La réunion du Comité de direction reprend son cours normal à 11 h 31.**

-----

**11. POINT À HEURE FIXE (Samedi 16 février, 11 h 30)  
Affaires relatives au personnel**

a. Rapport du comité du personnel

Le président du comité du personnel, R. Vose, rend compte de la réunion du comité. Il transmet les informations suivantes : un employé parti en congé de courte durée est maintenant en congé de longue durée, une entente a été négociée avec le SEPB 225 pour engager un remplaçant sur une base contractuelle; des réunions productives ont été tenues avec les membres du personnel des catégories 1 et 2 pour discuter de questions relatives à la charge de travail. Il n'y a aucun grief actif.

R. Vose signale que la convention collective conclue avec le SEPB 225 arrivera à échéance le 30 juin 2019. Une proposition relative à la composition de l'équipe de négociation sera étudiée plus tard au cours de la présente réunion.

b. Effectifs et questions administratives connexes

Le directeur général rend compte des questions concernant les effectifs.

i. Négociations avec le personnel

**SANGARÉ/NAVARRO PARDIÑAS : QUE** l'équipe de négociation de l'ACPPU soit composée de Brenda Austin-Smith (négociatrice en chef), Peter McInnis et Chantal Vallerand.

**ADOPTÉE**

**HUIS CLOS**

c. Affaires concernant la direction

**VOSE/ARMSTRONG : QUE** la séance se poursuive à huis clos.

**ADOPTÉE**

**KINGMA/ARMSTRONG : QUE** la séance reprenne son cours normal.

**ADOPTÉE**

**12. Réunions, conférences et organismes associés**

## a. Participation à des réunions et conférences

- i. Forum pour les agents de griefs principaux, 7 et 8 décembre, Ottawa

Cette question est traitée sous le point 04 *Rapport du président*.

- ii. Réunion du groupe intergouvernemental d'experts de l'UNESCO, 12 au 14 décembre, Paris

Le directeur général rend compte de sa participation à titre de représentant de l'Internationale de l'Éducation à la réunion du groupe intergouvernemental d'experts de l'UNESCO, qui s'est tenue du 12 au 14 décembre à Paris.

- iii. Forum pour la coopération en matière de développement de l'Internationale de l'Éducation, 14 au 16 janvier, Bruxelles

Le directeur général rend compte de sa participation au Forum pour la coopération en matière de développement de l'Internationale de l'Éducation, qui s'est tenu du 14 au 16 janvier à Bruxelles. Le forum a réuni les affiliés de l'IE engagés dans la coopération internationale.

- iv. Forum pour les présidents, 18 et 19 janvier, Ottawa

Cette question est traitée sous le point 04 *Rapport du président*.

- v. Assemblée du conseil de l'OCUFA, 9 février, Toronto

Cette question est traitée sous le point 04 *Rapport du président*.

- vi. Assemblée du Conseil de la FQPPU, Montréal, 7 et 8 février

B. Navarro Pardiñas, représentante ordinaire (Francophone), rend compte de sa présence à l'assemblée du conseil de la FQPPU, tenue les 7 et 8 février à Montréal. Elle signale qu'un nouveau membre du Comité exécutif a été élu et que la FQPPU organisera prochainement une séance de réflexion pour établir les priorités et discuter de l'état de la profession.

## b. Réunions, activités et conférences prochaines

- i. Conférence de la Fondation Harry-Crowe, 22 et 23 février, Toronto

Une copie du programme de la Conférence de la Fondation Harry-Crowe est incluse dans le dossier de réunion.

- ii. Réunions des comités, 15 et 16 mars, Ottawa

Les comités de l'ACPPU tiendront leurs réunions les 15 et 16 mars à Ottawa.

- iii. Comité de la négociation collective et des avantages économiques, 28 mars, Ottawa

Cette question est traitée sous le point 08. (a)(ii).

- iv. Forum pour les négociateurs en chef, 29 et 30 mars, Ottawa

Une copie du programme du Forum pour les négociateurs en chef est incluse dans le dossier de réunion.

c. Organismes associés

- i. Fondation Harry-Crowe

Le directeur général signale que la conférence annuelle Olivieri sera présentée par la professeure Christine Overall de l'Université Queen's dans le cadre de la prochaine assemblée du Conseil.

- ii. SNACPPU

Le directeur général mentionne que la British Columbia Institute of Technology Faculty and Staff Association (BCITFSA) a fait part de son intérêt d'adhérer à l'ACPPU.

- iii. Fiducie J.H.-Stewart-Reid

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

- iv. Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

### 13. Questions diverses

Aucune question n'est à l'étude.

### 14. Revue de la réunion

La réunion est passée en revue.

### 15. Éléments d'information

Trois articles sont inclus dans le dossier de réunion à titre d'éléments d'information :

- *A crisis in science literacy and communication: dose reluctance to engage the public make academic scientist complicit?*, Facets Journal, John P. Smol, publié le 22 novembre 2018.
- *Tenured workforce now in minority at Australian universities*, Times Higher Education, John Ross, 13 décembre 2018.
- *University of Rhode Island Closes Confucius*, Inside Higher Ed, Elizabeth Redden, 18 décembre 2019.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.